

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TRIMS/N/1/CHL/1

19 janvier 1996

(96-0184)

**Comité des mesures concernant les
investissements et liées au commerce**

Original: espagnol

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 5:1 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIEES AU COMMERCE

Chili

La Mission permanente du Chili a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 décembre 1995.

J'ai l'honneur de notifier les dispositions ci-après de la réglementation relative à l'industrie automobile, suivant le modèle de présentation des notifications prévues à l'article 5:1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (document G/TRIMS/1).

Si le Chili n'a pas présenté cette notification dans le délai de 90 jours prévu à l'article 5:1 c'est que la loi en question a été notifiée au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (G/SCM/N/2/CHL/Suppl.1), et qu'il estimait qu'il y avait chevauchement des obligations découlant de l'Accord sur les MIC et de l'Accord sur les subventions.

A la suite d'un examen plus approfondi de la question, il est apparu que, sans préjudice de la notification présentée au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, il convenait de présenter parallèlement la notification ci-après.

i) Description de la mesure et de ses principales caractéristiques

Le Chili notifie la réglementation relative à l'industrie automobile, contenue dans la Loi n° 18.483, et plus précisément les dispositions ci-après:

L'article 3, qui prévoit l'exemption des droits de douane pour les importations d'ensembles complètement démontés ou semi-démontés destinés à l'assemblage de véhicules, lorsque ces importations sont effectuées en contrepartie de l'exportation d'éléments d'origine nationale d'un montant identique dans un délai de 12 mois conformément au programme adopté par la Commission de l'automobile.

L'article 9, en vertu duquel les industries terminales (entreprises de montage) ont droit à un crédit d'impôt "au titre de la teneur en produits nationaux des véhicules fabriqués et vendus dans le pays et de leurs exportations de contrepartie ou d'autres exportations d'éléments d'origine nationale", crédit d'impôt qui peut aller jusqu'à 35 pour cent de la valeur en douane du véhicule après assemblage.

1. Catégorie de la liste exemplative à laquelle la mesure appartient

L'exemption de droits prévue à l'article 3 de la réglementation relative à l'industrie automobile semble relever du paragraphe 1 b) de la liste exemplative figurant en annexe de l'Accord sur les MIC.

Le crédit d'impôt au titre de la teneur en produits nationaux relèverait du paragraphe 1 a).

Le crédit d'impôt au titre des exportations d'éléments d'origine nationale relèverait du paragraphe 1 b).

2. La MIC est-elle appliquée par le gouvernement en vertu d'un pouvoir discrétionnaire ou d'une législation impérative?

L'exemption de droits, le crédit d'impôt au titre de la teneur en produits nationaux et le crédit d'impôt au titre des exportations sont des mesures appliquées en vertu d'une législation impérative, à savoir la Loi n° 18.483 de 1985.

3. Lorsqu'il s'agit d'une MIC de caractère général, indiquer les critères utilisés pour déterminer à quelles entreprises elle s'applique avec suffisamment de détails pour permettre d'identifier ces entreprises

Pour bénéficier de l'exemption de droits, du crédit d'impôt au titre de la teneur en produits nationaux et du crédit d'impôt au titre des exportations, les industries terminales qui procèdent au montage ou à l'assemblage des véhicules automobiles doivent être inscrites sur les registres mentionnés à l'article 2 de la Loi n° 18.483 et se conformer aux prescriptions relatives à la teneur minimale en produits nationaux définies à l'article 7 de ladite loi.

Pour bénéficier du crédit d'impôt au titre de la teneur en produits nationaux, les industries terminales devaient en outre adhérer au Programme de développement des exportations, qui visait à faire en sorte que l'augmentation des exportations annuelles à compter de 1991 soit supérieure à la moyenne des exportations effectuées en 1989 et 1990. Grâce au programme, les industries terminales concernées ont pu obtenir une prorogation de la durée d'application du crédit d'impôt, qui expirait le 1er janvier 1995.

4. Indiquer si la législation exige que la mesure soit appliquée aux nouvelles entreprises ou aux nouveaux investissements d'entreprises existantes

Comme nous l'avons indiqué dans la réponse à la question précédente, l'exemption de droits et le crédit d'impôt au titre des exportations, s'adressent aux industries terminales qui sont inscrites sur les registres en question dans les conditions énoncées à l'article 2 de la Loi n° 18.483 et qui se conforment aux prescriptions relatives à la teneur minimale en produits nationaux définies à l'article 7 de ladite loi. En revanche, le crédit d'impôt au titre de la teneur en produits nationaux est réservé exclusivement aux entreprises qui adhèrent au Programme de développement des exportations.

5. Préciser a) si la mesure est obligatoire ou a force exécutoire pour l'entreprise en vertu de la législation nationale ou de décisions administratives ou b) s'il est nécessaire que l'entreprise s'y conforme pour obtenir un avantage

Les mesures sont obligatoires pour obtenir un avantage.

6. Lorsque la MIC a trait à des produits spécifiques, donner suffisamment de détails sur ces produits pour définir la portée de la mesure

Le crédit d'impôt au titre de la teneur en produits nationaux ne s'applique qu'aux industries terminales qui montent ou assemblent des véhicules à partir d'ensembles complètement démontés.

L'exemption de droits et le crédit d'impôt au titre des exportations s'appliquent aux industries terminales qui assemblent des véhicules à partir d'ensembles complètement démontés ou semi-démontés.

Les véhicules suivants ne sont pas visés par la Loi sur l'industrie automobile:

tracteurs à roues ou à chenilles, à l'exception des tracteurs routiers pour semi-remorques; voitures-ambulances et voitures cellulaires; voitures blindées pour le transport de fonds ou voitures blindées de combat; véhicules automobiles à usages spéciaux repris au n° 87.03 du Tarif douanier; châssis des véhicules susmentionnés équipés de leur moteur; chariots automobiles repris au n° 87.07 du Tarif douanier; motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaire; véhicules "tout-terrain"; véhicules automobiles pour le transport des personnes ou des marchandises d'une capacité de chargement utile supérieure à 2 000 kg; véhicules pour le transport des personnes comportant au minimum 15 places assises (y compris celle du conducteur).

7. Indiquer la date de mise en oeuvre de la MIC et la nature de toute modification apportée à la MIC dans les 180 jours précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC

Les mesures sont applicables depuis le 28 décembre 1985, date de promulgation de la Loi n° 18.483 portant établissement du nouveau régime juridique applicable à l'industrie automobile.

8. Indiquer si la MIC, telle qu'elle est appliquée en vertu de la législation nationale, comprend des dispositions relatives à sa réduction progressive et/ou à son élimination

L'article 9 de la Loi n° 18.483 dispose que "jusqu'au 31 décembre 1998, les industries terminales ont droit à un crédit d'impôt au titre de la teneur en produits nationaux des véhicules fabriqués et vendus dans le pays et de leurs exportations de contrepartie ou d'autres exportations d'éléments d'origine nationale".

9. Indiquer la loi, la réglementation ou la directive administrative nationale en vertu de laquelle la MIC est appliquée; une copie doit être adressée au Secrétariat pour que les Membres intéressés puissent la consulter

On trouvera en annexe une copie de la Loi n° 18.483. Il convient d'indiquer que le texte de cette loi a été distribué sous la cote G/SCM/N/2/CHL/Suppl. 1.

10. Préciser à quel niveau d'administration la MIC est appliquée et donner le nom de l'organisme de mise en oeuvre et tous les renseignements sur les procédures d'application qui sont nécessaires pour comprendre la nature et la portée de la MIC

La Commission de l'automobile est l'organe chargé de surveiller l'application des dispositions de la Loi n° 18.483 et exerce les attributions que lui confère celle-ci.

La Commission de l'automobile se compose du Vice-Président exécutif de la Société de développement de la production, qui exerce les fonctions de Président, d'un représentant du Ministère des finances, d'un représentant du Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction, d'un représentant du Directeur du Service des impôts intérieurs et d'un représentant du Directeur de l'Administration des douanes.

La Commission agit par l'intermédiaire de son Secrétariat exécutif, organe qui remplit les fonctions techniques et administratives et relève directement du Vice-Président exécutif de la Société de développement de la production.

ii) Renseignements d'ordre général sur le programme en question

La politique de soutien de l'industrie automobile chilienne a pour objectif de favoriser la transition vers le régime normal qui est celui qui s'applique aux autres secteurs de l'économie. On espère ainsi faire de l'industrie automobile un secteur exportateur dynamique et efficace, de façon à pouvoir mettre fin aux aides spéciales dont elle bénéficie aujourd'hui. Après expiration des délais prévus, les mesures de protection dont jouissent les industries visées seront supprimées.